

Lettre d'information n°19

Les attaques en rafale de la direction de PSA

Après la suppression des 11 200 emplois sur le groupe dont la fermeture d'Aulnay, la direction poursuit son offensive. L'accord dit de « compétitivité » prévoit la mobilité forcée des salariés d'un site à l'autre, un chômage partiel moins bien indemnisé, et une série de mesures contre les salaires (Voir Lettre d'information n° 18 pour le détail). La direction devait préciser une série d'autres attaques concernant la flexibilité des horaires, notamment sur les heures supplémentaires non payées annoncées le jour même (overtime) et le vol d'une partie des RTT.

La direction pensait qu'après la grève des travailleurs d'Aulnay elle avait les mains libres pour attaquer les travailleurs de l'ensemble du groupe. Mais elle doit maintenant déchanter face au début de mobilisation des travailleurs du groupe contre ces nouvelles attaques.

La journée de grève du 10 septembre et les premières mobilisations

La CGT du groupe PSA a appelé les travailleurs du groupe à participer à la journée de grève du 10 septembre contre la réforme des retraites, pour se mobiliser contre les attaques de la direction. Cette journée a été positive, des débrayages regroupant en tout 1 300 grévistes ayant lieu dans toutes les usines du groupe.

A l'issue de cette première mobilisation, la CGT affirmait qu'il fallait que la mobilisation se poursuive. Des salariés dans différentes usines du groupe en débrayant ont bousculé le calendrier de la direction et lui ont déjà imposée des premiers reculs.

Débrayages à Mulhouse - le directeur de Sochaux conspué

Mercredi 11 septembre, à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la CFTC, près de 900 salariés ont débrayé dans la journée, du jamais vu depuis 1989.

Dans le même temps, à Sochaux, la direction de l'usine avait loué le Zénith de Montbéliard pour impressionner les ouvriers. Sous prétexte de leur présenter la nouvelle 308, l'objectif était de faire accepter les baisses de salaire. Pour cela, 4000 travailleurs du matin étaient rassemblés dans la salle de concert. Même chose pour l'équipe du soir.

Au moment de parler devant les 4 000 ouvriers, le directeur s'est fait siffler et huer. Il n'a pas pu finir son show ! Les travailleurs venaient de dire en direct ce qu'ils pensaient des sacrifices que la direction voulait leur imposer.

Les premiers reculs de la direction

Pendant ce temps, se déroulait à Paris une réunion de négociations sur le fameux nouveau contrat anti-social (accord de compétitivité). Face aux réactions, la direction a bouleversé l'ordre du jour et a jugé prudent de lâcher du lest. Elle a annoncé le maintien de la prime de rentrée et de la prime de nuit, l'intégration de la prime d'ancienneté pour les salariés ayant plus de 20 ans d'ancienneté mais sa suppression pour les jeunes.

La direction recule mais ne désarme pas. Elle maintient toutes les autres mesures de baisses de salaires et son objectif de ponctionner 100 millions d'euros sur le dos des salariés (1 000 euros par salariés par an pendant 3 ans).

Mais la direction pensait sans doute, par ces concessions, mettre un coup d'arrêt à la mobilisation. Ces reculs ont au contraire encouragé les travailleurs à entrer dans l'action. Quand on se mobilise, ça paye !

Vesoul à l'arrêt, débrayages à Sochaux, affolement de la direction

Jeudi 12 septembre, 10 travailleurs de l'usine de Vesoul, suite à la diffusion d'un tract de la CGT annonçant les attaques sur les salaires, ont débrayé spontanément. Rapidement, ils se sont retrouvés à plus de 300. L'activité du site s'est trouvée paralysée toute la matinée. Un accueil en fanfare pour le nouveau directeur de l'usine de Vesoul.

Le même jour, plusieurs centaines de salariés ont débrayé à l'usine de Sochaux. A Poissy, à l'emboutissage 50 ouvriers débrayent bloquant la production de l'atelier. Les prises de parole des militants de la CGT dans les réfectoires, les salles de pauses à Valenciennes, à Metz Borny, à Poissy sont très bien prises. S'y ajoutent des appels à débrayer à l'usine de Caen, de Trémery.

Affolée par les réactions, la direction annonce en catastrophe une réunion le mercredi 18 septembre. C'est la preuve que la mobilisation paye.

La mobilisation doit s'amplifier dès lundi matin. La CGT appelle l'ensemble des salariés à faire de la journée du mercredi 18 septembre une journée de mobilisation avec rassemblements, débrayages et grèves.

Le seul objectif de PSA, c'est les profits des actionnaires. Le nôtre, protéger nos emplois et nos salaires et n'accepter aucun recul sur nos droits.

La situation à l'usine d'Aulnay : rien n'est réglé

Licenciements pour les uns, attaque sur les salaires et les conditions de travail pour les autres, les salariés de PSA subissent tous un même plan d'attaque de la direction.

Pour autant, la préoccupation des travailleurs d'Aulnay est plus directement liée aujourd'hui aux reclassements et aux conditions de départ, même si un certain nombre d'entre eux qui vont se faire muter dans les autres usines du groupe sont conscients qu'ils vont subir les attaques de la direction. PSA prétend reclasser les salariés d'Aulnay, mais la majorité de ceux qui l'ont demandé n'ont aucune proposition correcte, et ceux qui souhaitent partir veulent avoir au moins les mêmes conditions financières que les départs suite à la grève. Après la participation à la journée du 10 septembre, des assemblées ont regroupé 250 salariés le jeudi 12 septembre, et autant à une assemblée centrale le vendredi 13.

La dernière assemblée a décidé le principe de mener des actions à l'extérieur de l'usine pour montrer aux yeux de tous que, contrairement à ce que prétend le patron dans les médias, rien n'est réglé pour les travailleurs d'Aulnay. Et de demander des comptes autant à la direction qu'au gouvernement.